

Numéro 20 - 19 février 2016

**L'emprise des intérêts privés sur les affaires militaires et de sécurité**

**Les dépenses militaires des États-Unis  
continuent de grimper**



**L'emprise des intérêts privés sur les affaires militaires et de sécurité**

- Les dépenses militaires des États-Unis continuent de grimper
- La surveillance par l'«Internet des objets»

**L'hypocrisie et le deux poids deux mesures des impérialistes**

- Le succès dans la lutte contre l'extrémisme requiert un engagement envers les résolutions pertinentes de l'ONU, déclare l'envoyé syrien à l'ONU
- La RPDC place un satellite en orbite

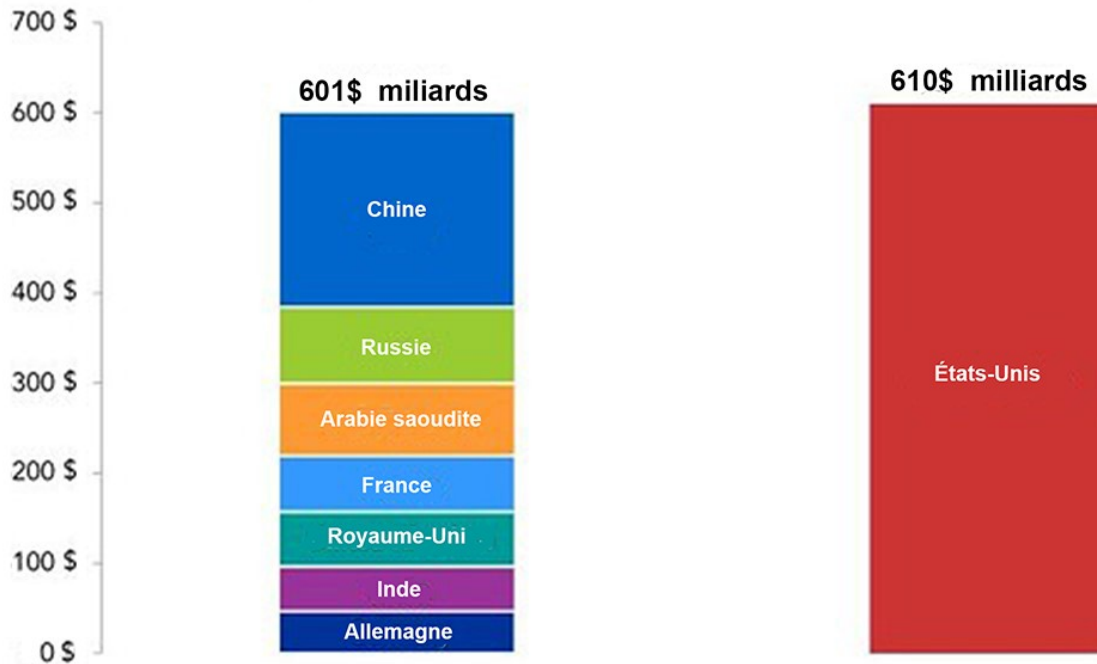
**L'emprise des intérêts privés sur les affaires militaires et de sécurité**

**Les dépenses militaires des États-Unis  
continuent de grimper**

Le 12 janvier, le président américain Barack Obama a déclaré durant son dernier discours sur l'état de l'Union que les États-Unis dépensent « plus pour nos militaires que les huit autres pays aux dépenses les plus élevées combinés ». Dans un commentaire du 12 février intitulé « Les dépenses et les profits militaires » pour la Strategic Culture Foundation, Brian Cloughley qualifie cette déclaration de « vantardise surprenante et pourtant repoussante ». Cloughley écrit : « Ce qui est moins surprenant, c'est la décision des États-Unis de recentrer les dépenses militaires, gonflant ainsi la valeur des actions des entreprises de l'industrie militaire. »

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a calculé qu'en 2014 (l'année la plus récente offrant des statistiques complètes), les États-Unis ont dépensé trois fois plus que la Chine et sept fois plus que la Russie. Selon l'institut, les dépenses militaires des États-Unis ont dépassé celles des sept pays suivants combinés, et non huit, « mais le message est toujours là », écrit Cloughley. En 2014, selon le SIPRI, les États-Unis ont effectué 34 % des dépenses militaires dans le monde.

### Dépenses pour la défense (en milliards de dollars)



Après l'allocution du président du 2 février, son secrétaire à la Défense Ashton Carter a prononcé un discours à Washington sur les questions liées à défense devant l'Economic Club. « Pendant plus de 25 ans, [l'Economic Club] a été un forum pour les chefs d'entreprise importants et les dirigeants gouvernementaux qui ont influé sur la politique économique et publique ici et à l'étranger. Les membres représentent plus de 600 entreprises et organisations [à Washington] qui sont aux premières lignes de l'économie du secteur privé ».

Carter a déclaré à l'Economic Club que « le Pentagone va demander pour l'an prochain un budget de 582,7 milliards \$ et refaçonner les priorités de dépenses pour refléter un nouvel environnement stratégique qui est marqué par la volonté de s'imposer de la Russie et la montée de l'État islamique ».

« C'est le propre pays de M. Carter qui démontre dans le monde entier une 'volonté de s'imposer' par la confrontation militaire, dans toutes les régions et sur tous les océans, en utilisant des centaines de bases militaires qui sont à des milliers de kilomètres de ses propres frontières », a écrit Cloughley.

Il dit que, selon ce qui est rapporté, Carter aurait déclaré que « le Pentagone va demander 3,4 milliards \$ pour augmenter la formation et les exercices militaires visant à réassurer les pays européens préoccupés par la Russie qui a saisi en 2014 la péninsule de la Crimée en Ukraine et qui inquiète les alliés de l'OTAN avec ses vols de bombardiers stratégiques ».

Il a ajouté : « Il ignore les propres déclarations de son porte-parole qui a dit que ' nous menons

tout le temps des vols de B-52 [bombardier nucléaire stratégique] dans l'espace aérien international [autour de la Chine] ', et que l'opération américaine Polar Grawl qui déploie des B-52 vise spécifiquement la Russie afin de 'démontrer la capacité crédible et flexible de notre force de bombardiers stratégiques ' ».

L'opération Polar Grawl « a multiplié les sorties aller-retour de B-52 provenant simultanément de la base aérienne Minot, située dans le Dakota du Nord, et de la base aérienne de Barksdale, en Louisiane, vers les régions de l'Arctique et de la mer du Nord », écrit Cloughley.

« Obama a dit que la demande quatre fois plus forte par rapport aux 789 millions \$ de l'an dernier permettrait aux États-Unis de renforcer le dispositif militaire américain en Europe. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a qualifié cette décision de 'signe évident' de l'engagement des États-Unis envers la sécurité de l'Europe », écrit Cloughley.

On rapporte que dans son discours du 2 février, le secrétaire à la Défense Carter aurait dit que « le Pentagone prévoit dépenser environ 2 milliards \$ au cours des cinq prochaines années pour acheter plus de missiles Tomahawk de la société Raytheon et améliorer leurs capacités, ce qui va porter l'inventaire de missiles des États-Unis à plus de 4000 ».

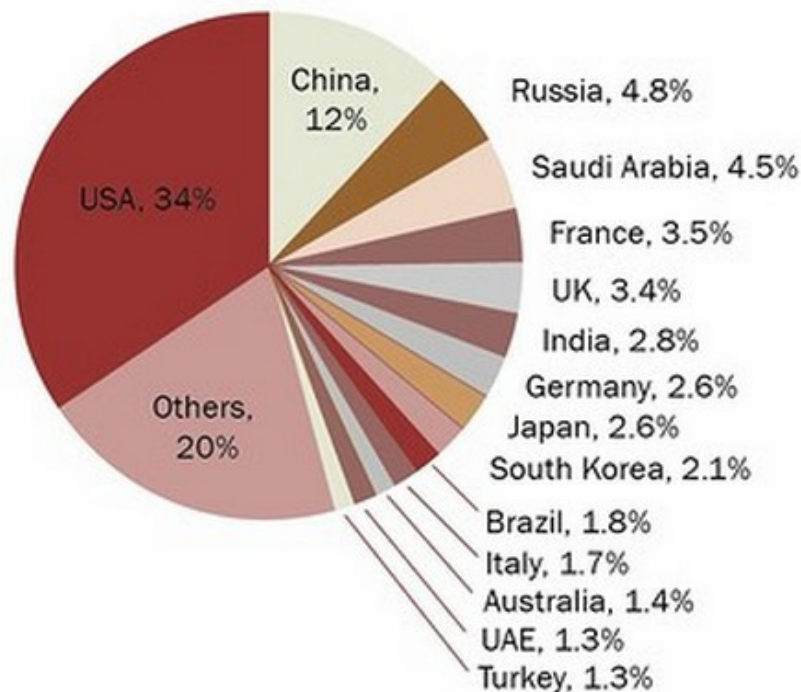
Sur l'heure du midi, le 2 février, les actions de Raytheon se transigeaient sur les marchés à 123,47 \$ chacune. À 16 heures le lendemain, elles avaient grimpé à 128,07 \$.

Ceci est un exemple de la politisation des intérêts privés. Ce n'est pas un hasard que le secrétaire à la Défense des États-Unis ait été auparavant « un consultant pour les entrepreneurs contractuels de la défense et qu'il ait dû obtenir une dérogation spéciale quand il est retourné au Pentagone en 2009, en raison de son travail pour des entreprises comme Mitre Corp et Global Technology Partners, un cabinet de conseil en défense », souligne Cloughley. Carter a également été un associé principal de Global Technology, « un groupe spécialisé de professionnels en investissements, qui ont formé une relation stratégique avec DLJ Merchant Banking Partners afin d'acquérir et d'investir dans le monde entier dans la technologie, la défense, l'aérospatiale et les entreprises connexes ».

Reuters a rapporté qu'après son discours devant l'Economic Club, Carter s'est « envolé vers la station aéronavale d'essai d'armement de China Lake en Californie pour obtenir une mise à jour sur les nouvelles armes haut de gamme en cours d'élaboration et d'essais, dont des missiles antinavires de précision à longue portée construits par Lockheed Martin Corp. Il a déclaré que le département [de la défense] dépenserait près de 1 milliard \$ au cours des cinq prochaines années pour acheter les nouveaux missiles ».

Cette annonce a aussi eu un effet sur les actions de Lockheed, écrit Cloughley. « À 10 heures, le 2 février, juste avant la déclaration de Carter, elles étaient cotées à 208,87 \$ et à 14h30, le 3 février, elles avaient grimpé à 213,53 \$. Cela donne à réfléchir sur qui aurait pu en tirer un profit. »

## La part des dépenses militaires mondiales des 15 principaux pays en 2014



[www.sipri.org](http://www.sipri.org)

En conclusion, Cloughley écrit que « la Russie veut faire du commerce avec l'Europe. Elle veut la prospérité sur une base mutuelle. La Russie veut s'épanouir et prospérer, économiquement et socialement. Son gouvernement sait qu'elle ne peut pas atteindre cet objectif pour son peuple sans avoir accès à un commerce sans restriction, ouvert et à avantage mutuel avec les pays voisins et avec l'Europe dans son ensemble. [...]

« Les avertissements des États-Unis et de l'OTAN contre les menaces à la ' sécurité européenne' sont une justification non fondée pour battre les tambours de guerre et donner une priorité encore plus élevée aux forces armées des États-Unis et de l'OTAN dans leur position de confrontation face à la Russie. Et ce sont de bonnes nouvelles pour les grands dépensiers de matériel militaire à Washington où les membres de l'Economic club vont se réjouir de leur richesse et de leurs profits qui vont encore augmenter. Mais eux-mêmes et les autres fauteurs de guerre feraient mieux d'être prudents : ils risquent de récolter ce qu'ils ont semé. »

Pour lire le texte entier de l'article de Cloughley, cliquer [ici](#).

(Graphics : Strategic Culture, SIPRI)



## La surveillance par l'«Internet des objets»

Dans son témoignage devant le Comité du Sénat sur les services armés et le renseignement le 9 février, le directeur du « Renseignement national » James R. Clapper, a dit que les « agences américaines d'espionnage pourraient utiliser une nouvelle génération d'appareils ménagers intelligents pour accroître leurs capacités de surveillance », rapportent les agences de nouvelles.

Clapper faisait spécifiquement référence à « l' Internet des objets », le réseautage d'appareils électroniques et électroménagers, de véhicules, d'immeubles et d'autres objets équipés d'électronique et de logiciels qui leur permettent de recueillir et d'échanger des données.

« Dans l'avenir, les services de renseignements pourraient utiliser [Internet des objets] pour l'identification, la surveillance, le suivi de localisation et le ciblage pour recrutement ou pour obtenir accès aux réseaux ou les codes d'accès d'utilisateur », a dit Clapper.

PressTV rapporte que Clapper n'a pas nommé spécifiquement d'agence de renseignement qui serait impliquée dans la surveillance d'appareils ménagers. Toutefois, les experts en technologie et les défenseurs du droit à la vie privée qui examinent l'Internet des objets pensent que les agences américaines de surveillance vont intercepter les signaux qu'émettent les objets connectés comme ils le font pour les téléphones mobiles.



Des milliers d'objets connectés totalement non sécurisés sont à l'heure actuelle utilisés par les consommateurs, disent les experts.

L'Agence nationale de la sécurité (NSA) a déjà été mise sur la sellette pour avoir espionné secrètement les appels téléphoniques des citoyens américains et leurs communications Internet. Le programme d'espionnage de masse de la NSA a été révélé en premier en 2013 par l'ancien entrepreneur de l'agence Edward Snowden.

Lors des auditions du Sénat, Clapper a aussi prévenu que les avancées rapides de la cybernétique et de la technologie « pourraient mener à de grandes vulnérabilités dans les infrastructures civiles et les systèmes gouvernementaux américains ».

« Dans mes plus de 50 années dans le domaine du renseignement, je ne me souviens pas d'une plus grande variété de crises et de défis que ceux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui », a dit Clapper.

Des attaques perpétrées par des extrémistes « d'ici » comptent parmi les menaces les plus imminentes à la sécurité des États-Unis en 2016, a-t-il ajouté.

Il a dit que le groupe terroriste EIIL est celui qui pose le plus grand danger parmi les groupes militants en raison du territoire qu'il contrôle en Irak et en Syrie et qu'il est déterminé à lancer des attaques en sol américain, ajoutant que l'EIIL a aussi démontré une « maîtrise sans précédent des

opérations en ligne ».

Clapper a aussi parlé de menaces qui proviendraient de la politique internationale de plus en plus confiante de la Russie, disant que « nous pourrions être dans une autre spirale du genre Guerre froide. »

(PressTV)



---

## **L'hypocrisie et le deux poids deux mesures des impérialistes**

# **Le succès dans la lutte contre l'extrémisme requiert un engagement envers les résolutions pertinentes de l'ONU, déclare l'envoyé syrien à l'ONU**

Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bashar al-Jaafari, a dit que pour mener à bien la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, il faut mettre en oeuvre les résolutions pertinentes de l'ONU et éviter le deux poids deux mesures dans le traitement des problèmes.

S'adressant à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU pour discuter du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du secrétaire général, Al-Jaafari a mentionné les résolutions 1624, 2170, 2178, 2199 et 2253 du Conseil de sécurité en plus de la stratégie de l'ONU pour combattre le terrorisme. Les gouvernements qui violent ces résolutions et appuient le terrorisme doivent être punis, a-t-il dit.



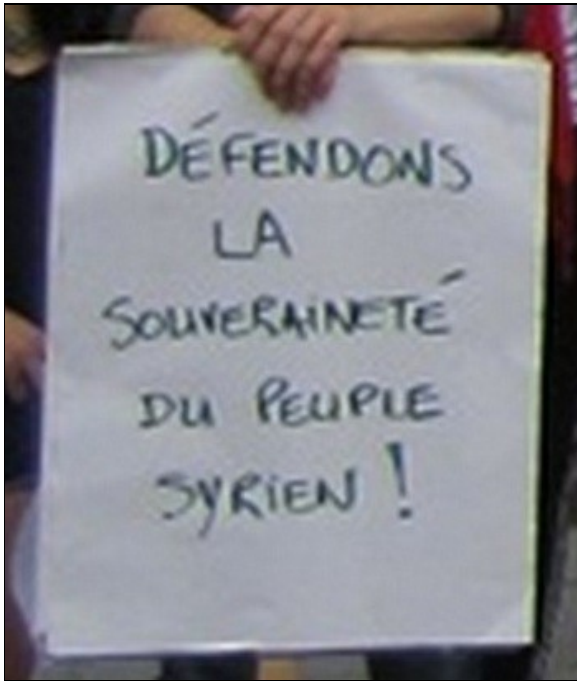
Il a ajouté que les efforts pour combattre le terrorisme ne connaîtront pas le succès si on ne met pas fin à l'occupation par Israël du Golan syrien, des territoires arabes occupés en Palestine et au Liban, et à l'extrémisme des colons Israéliens contre le peuple Palestinien.

Al-Jaafari a aussi appelé à mettre fin aux violations du droit international et de la Charte de l'ONU, incluant les interventions militaires étrangères illégitimes, les mesures coercitives économiques unilatérales et la discrimination basée sur la religion, la race, l'ethnicité ou la nationalité.

Au sujet du rapport et du plan d'action du secrétaire général, al-Jaafari a demandé comment on peut établir les critères qui permettent au droit international de déterminer si l'extrémisme d'une personne est violent ou pas et dans quels cas l'extrémisme violent pourrait être considéré du terrorisme.

Al-Jaafari a dit que certains pays font référence aux terroristes et aux mercenaires étrangers qui sont venus de partout dans le monde en Syrie et en Irak comme à des « groupes d'opposition modérés », qualifiant cette situation de « surréaliste » et d'« absurde ».

« Le rapport, tout comme les rapports précédents du secrétaire général, ignore délibérément l'organisation terroriste Front al-Nosra et cherche à légitimer cette organisation et à la dépeindre comme une 'opposition armée modérée ' », a dit al-Jaafari.



Il a souligné que le rapport déclare que les extrémistes ont recruté plus de 30 000 terroristes étrangers dans plus de 100 États membres de l'ONU pour aller en Syrie et en Irak alors que leur nombre est beaucoup plus élevé.

Al-Jaafari a questionné le rôle des gouvernements qui financent, arment et facilitent les mouvements des terroristes et a suggéré que ces mercenaires ont bien pu recruter des milliers d'autres terroristes.

Il a noté que tandis que le rapport du secrétaire général indique que l'organisation terroriste EIIL et d'autres groupes extrémistes ont bénéficié du conflit armé en Syrie et de l'instabilité en Irak et en Libye, il ignore délibérément la principale raison derrière l'émergence des terroristes, soit les interventions militaires illégitimes contre des États membres de l'ONU.

« La Syrie a pris des mesures pour confronter l'extrémisme, la violence et le terrorisme. Le Plan d'action inclut des recommandations importantes et efficaces, mais nous sommes préoccupés par l'engagement des autres États qui pourraient ne pas honorer leur engagement envers les résolutions du Conseil de sécurité pertinentes à la lutte contre le terrorisme, lesquelles sont publiquement violées par certains États membres », a déclaré al-Jaafari.

*(Agence arabe syrienne d'informations. Photos : Xinhua, C. LaBash)*



---

## La RPDC place un satellite en orbite

L'Agence nationale d'exploration spatiale de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a émis un rapport le 7 février qui fait foi du lancement réussi d'un satellite d'observation terrestre, le Kwangmyongsong-4.[1]

La réponse du gouvernement canadien à ce lancement réussi a été de joindre sa voix à celle des militaristes japonais et d'autres pays du système impérialiste d'États dirigé par les États-Unis pour créer une hystérie à son sujet. Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a émis un communiqué le 7 février dans lequel il fait tout ce qu'il peut pour détourner l'attention du fait que la RPDC a le droit souverain de placer un satellite en orbite à des fins pacifiques. Dion a dit de cette réalisation qu'il s'agissait d'un « lancement de missile à longue portée » qui « menace grandement la paix et la sécurité à l'échelle mondiale, ainsi que la stabilité qui règne dans la péninsule coréenne ».

Le premier lancement en orbite réussi de la RPDC a eu lieu le 12 décembre 2012 avec le satellite

Kwangmyongsong-3, Unité 2. La RPDC est l'un des dix pays seulement qui ont réussi un tel exploit scientifique. En dépit de cela, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a déclaré que le deuxième lancement réussi de la RPDC était « injustifié, irresponsable et dangereux ». Il a affirmé que le Canada appuierait tous les efforts déployés par le Conseil de sécurité des Nations unies « afin de convenir des mesures significatives à prendre pour que la Corée du Nord soit tenue responsable de ses actes ».

### **Hystérie anti-coréenne au Japon**

L'élite impérialiste au pouvoir au Japon se livre à une hystérie anti-coréenne qui a atteint le niveau d'un crime de guerre. Sous prétexte de s'opposer au droit de la RPDC de mettre un satellite en orbite, l'élite dirigeante japonaise a tout fait pour préparer le peuple à la guerre contre la Corée.



Les médias de masse japonais, menés par le diffuseur d'État NHK, n'ont cessé de montrer les dirigeants gouvernementaux appelant à la guerre contre la RPDC. L'élite impérialiste dirigeante du Japon tente ainsi de venger la défaite qu'elle a subie aux mains de la résistance héroïque des Chinois, des Coréens et d'autres peuples de l'Asie lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Les forces militaires japonaises ont déployé trois de leurs six navires de guerre équipés du système Aegis dans les eaux liées au trajet du lancement du satellite, un trajet que la RPDC avait annoncé conformément aux normes internationales. Les forces militaires japonaises ont aussi activé des intercepteurs de missiles Patriot PAC-3 fournis par les États-Unis autour de Tokyo et des îles du sud d'Okinawa, disant

qu'elles descendraient le missile s'il s'approchait. Elles ont accompagné ces menaces d'exercices militaires abondamment publicisés tenus « dans l'éventualité d'une attaque nucléaire », créant de profondes inquiétudes au sein du peuple.

Les actions militaires japonaises ont été particulièrement intenses à Okinawa, où le peuple mène une bataille héroïque pour mettre fin à l'occupation américaine du Japon et renvoyer aux États-Unis leurs dizaines de milliers de soldats d'occupation et leurs armes de destruction massive. L'hystérie belliciste vise entre autres à faire accepter l'occupation militaire continue du Japon par les États-Unis puisque selon l'élite dirigeante japonaise, seule une alliance de guerre avec les impérialistes américains peut lui permettre de conquérir, dominer et occuper la Corée, la Chine et le reste de l'Asie, un rêve qu'elle caresse depuis des siècles.

### **Luttons pour établir des gouvernements anti-guerre**

Tous ceux qui adhèrent à la notion médiévale de la « raison du plus fort » tels les États-Unis, le Canada et le Japon, exposent leur hypocrisie et leurs deux poids deux mesures lorsqu'ils dénoncent le lancement de satellite de la Corée alors que les États-Unis ont lancé des milliers de satellites militaires et que l'élite dirigeante japonaise a le front d'annoncer qu'elle se prépare à lancer son propre satellite le 12 février.[2] Le Japon a déjà plus de 100 satellites en orbite dont un grand nombre de satellites espions lancés par les militaristes japonais depuis 1970.



Les militaristes japonais ne trouvent rien à redire quand il s'agit d'aider les forces militaires américaines à tenir leurs exercices militaires autour de la péninsule coréenne qui menacent directement la RPDC et la Chine de même que les peuples de la Corée du Sud et du Japon. Au moyen de leurs nombreux satellites, les impérialistes américains et le Japon espionnent la RPDC, la Chine et la Russie et d'autres cibles qu'ils considèrent des ennemis, publiant fréquemment des photographies prises à partir de leurs satellites espions et trahissant ainsi leurs intentions hostiles.

Les militaristes japonais et les impérialistes américains et leurs acolytes au sein du gouvernement canadien n'ont pas le droit de priver la RPDC ou aucun autre pays de leur droit souverain de lancer des satellites et de se défendre contre les menaces et les provocations venant du système impérialiste d'États mené par les États-Unis. Les peuples du monde doivent soutenir la RPDC dans son droit d'exercer sa souveraineté. Au Canada, au Japon et dans d'autres pays il devient urgent pour le peuple d'établir un gouvernement antiguerre qui peut agir comme une force pour la paix en retirant le pays de tout bloc militaire agressif et en mettant fin à la présence militaire des États-Unis dans leurs territoires et régions.



## Notes

1. L'Agence nationale d'exploration spatiale de la RPDC a annoncé que

« les scientifiques et techniciens de l'Agence nationale d'exploration spatiale de la RPD de Corée ont réussi à mettre en orbite le satellite d'observation de la terre nouvellement développé 'Kwangmyongsong-4' conformément au plan de 2016 dans le cadre du programme de 5 ans de développement aérospatial national.

« Le satellite d'observation Kwangmyongsong a décollé du Centre spatial Sohae dans le comté de Cholsan dans la province du Pyongan du Nord, à 9 heures le 7 février, Juche 105 (2016).

« Le satellite est entré sur orbite comme prévu à 09 :09 :46, 9 minutes et 46 secondes après le décollage.

« Le satellite est en orbite polaire à une altitude variant entre 494,6 km à son périégée et 500 km à son apogée suivant un angle de 97,4 degrés. Son cycle est de 94 minutes et 24 secondes.

« Sont installés sur 'Kwangmyongsong-4' des appareils de mesure et de télécommunications nécessaires à l'observation de la terre.

« Le succès complet du lancement de Kwangmyongsong-4 est le fruit de la glorieuse politique du Parti des travailleurs de Corée d'attacher de l'importance à la science et à la technologie et il est un événement historique dans le développement des capacités scientifiques, technologiques, économiques et de défense nationale du pays réalisé par l'exercice de son droit légitime d'utiliser

l'espace à des fins pacifiques et indépendantes.

« Le fascinant tracé de vapeur du satellite Juche dans le ciel bleu de février à la veille de la Journée de l'Étoile brillante (*le 16 février, anniversaire de naissance de Kim Jong Il - note du LML*), la fête nationale la plus grandiose de la Corée de Kim Il Sung, est un gage de grande loyauté offert par nos scientifiques et techniciens de l'espace au respecté camarade Kim Jong Un, à notre digne parti, à l'État et au peuple.

« L'Agence nationale d'exploration spatiale de la RPDC lancera d'autres satellites Juche dans l'espace dans l'avenir également, conformément à la glorieuse politique du grand Parti des travailleurs de Corée d'accorder de l'importance à la science et à la technologie ».

2. L'Agence d'exploration spatiale du Japon (JAXA) n'a pas hésité à annoncer avec enthousiasme son propre lancement imminent de satellite. L'agence écrit : « La date de lancement de ASTRO-H sur H-IIA F30 est fixée ! La date de lancement et l'heure fixées pour le lanceur H-IIA numéro 30 (H-IIA F30) portant le satellite astronomique à rayons X 'ASTRO-H' est d'environ 17h45-18h30 (JST) le 12 février (vendredi) 2016 (heure normale du Japon). »



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**